

# Un emploi, une maison, un caddie rempli: les Français ne rêvent plus de ça

Certains rejettent ce rêve, beaucoup ne peuvent plus l'atteindre. Pendant longtemps, il y avait cette idée giscardienne des deux Français sur trois qui partagent les mêmes objectifs. Ce n'est plus le cas.



Le mouvement des gilets jaunes et les mobilisations contre la réforme des retraites montrent qu'il existe à l'évidence un grand malaise français. L'une des origines de ce malaise est que les différentes parties d'une société française de plus en plus fragmentée, comme l'a bien montré Jérôme Fourquet dans son livre *L'Archipel français* (Seuil, 2019), ne partagent plus le même idéal.

Au-delà des grands principes républicains, cet idéal est ce que l'on pourrait appeler le "rêve français", qui a été en grande partie l'adaptation française durant les "Trente glorieuses" (1945-1975) de l'*US Way of life* et l'objectif, pour reprendre la phrase de l'économiste Jean Fourastié, le créateur de l'expression "Trente glorieuses", de faire "passer [...] la France de la pauvreté millénaire, de la vie végétative traditionnelle aux niveaux de vie et aux genres de vie contemporains" (*Les Trente Glorieuses ou la révolution invisible*, Fayard, 1979).

Ce rêve français a été impulsé en particulier par les élites technocratiques d'après-guerre que l'on retrouvait notamment au ministère des Finances, au Commissariat général du Plan ou à la DATAR, et porté par toutes celles et ceux, des ingénieurs aux jeunes agriculteurs de la génération du Baby boom, qui ont fait les "Trente glorieuses". C'est donc la promesse d'une modernisation de l'économie et de la société françaises qui se traduirait en particulier par une amélioration continue du niveau et du confort de vie dans un contexte général de progrès et d'ascension sociale. Le premier plan de 1946 se donnait ainsi pour objectif de moderniser l'économie française en rénovant l'appareil de production et d'"élever d'une manière continue les conditions d'existence de la population, en les reportant d'abord au niveau d'avant guerre, puis en donnant à tous les Français, grâce à une équitable répartition des revenus, la possibilité de bénéficier des avantages matériels dont disposent les habitants des pays les plus progressifs", en particulier les États-Unis.

Ce rêve français correspondait aux "promesses" suivantes: si tu fais des études, tu auras un emploi stable et plutôt bien rémunéré avec une progression continue de tes revenus. Vers la trentaine, tu pourras devenir propriétaire de ton logement, un appartement dans une grande ville ou bien une maison dans une banlieue résidentielle. Tu auras accès à tout le confort moderne, tu auras une, voire deux voitures, tu pourras remplir ton caddie dans les hypermarchés chaque samedi, manger de la viande à

tous les repas, accéder à la société de consommation et de loisirs, et partir en vacances en avion. À partir de la quarantaine, tu pourras même devenir propriétaire d'une résidence secondaire. Puis tu pourras partir en retraite assez jeune et en bonne santé avec un montant de pension plutôt confortable. Parallèlement, tu bénéficieras d'une protection sociale étendue, tes enfants pourront accéder à l'enseignement supérieur et être dans une logique d'ascension sociale. Cet idéal s'inscrivait dans le cadre d'une société laïque, mais tout de même influencée par une "matrice culturelle" catholique, plutôt homogène d'un point de vue culturel où la grande majorité de la population avait le sentiment d'appartenir à une vaste classe moyenne, où le "modèle" dominant restait celui de la famille composée d'un couple hétérosexuel avec deux enfants et où l'objectif global restait celui de la croissance économique avec en toile de fond, une foi assez communément répandue dans la science, la technologie et le progrès.

Or, il paraît de plus en plus évident que ce rêve soit ne fait plus rêver une partie de la société, soit semble largement inatteignable pour nombre de Français. En effet, celles et ceux pour qui cela reste un idéal atteignable semblent être de moins en moins nombreux. Ce sont en particulier des catégories supérieures et des classes moyennes supérieures vivant plutôt en province, et pas nécessairement dans les plus grandes agglomérations, et qui sont le plus souvent des Baby boomers (nés entre 1945 et 1965) et des Générations X (nés entre 1965 et 1980).

Pour les autres, cela paraît plus compliqué. Il y a tout d'abord celles et ceux qui partagent ce rêve, mais pour qui celui-ci est largement hors de portée. C'est bien évidemment le cas des catégories pauvres et précaires, mais aussi d'une grande partie des catégories populaires et des classes moyennes inférieures, qui ont le sentiment de "décrocher". En dépit de leurs contraintes budgétaires, ils vont tout de même tout faire pour essayer de vivre ce rêve en recourant à ce que Jérôme Fourquet appelle l'"économie de la débrouille", en vivant de plus en plus éloignés de leur lieu de travail ou bien en cumulant les crédits. C'est sans doute ce sentiment de ne pouvoir réaliser pleinement ce rêve français qui a nourri le mouvement des gilets jaunes.

Il y a aussi toutes celles et ceux qui n'ont pas les moyens de concrétiser ce rêve, mais qui n'y aspirent pas, notamment par rejet du consumérisme au nom d'une nécessaire transition écologique. Ce sont des employés et des cadres moyens de la fonction publique et de l'économie sociale et solidaire, des jeunes ou encore des intellectuels et des artistes précaires.

Et puis, il y a aussi celles et ceux qui ont les moyens de vivre ce rêve, mais qui n'en veulent pas, notamment parce qu'ils vont le trouver peu écologique ou même ringard en considérant que c'est un rêve "petit-bourgeois", voire de "beauf". C'est le cas d'une partie des catégories supérieures dans les plus grandes agglomérations, notamment des jeunes cadres citadins "Millennials", mais aussi des étudiants de grandes écoles qui ont massivement signé le Manifeste étudiant pour un réveil écologique, de leaders d'opinion (universitaires, artistes, etc.) ou de militants de causes spécifiques (LGBT, végans, etc.). Même s'ils sont souvent loin d'être toujours cohérents entre ce qu'ils affirment et ce qu'ils font réellement, ces individus tendent à se montrer plutôt critiques vis-à-vis des valeurs

fondamentales de ce rêve (individualisme, matérialisme, consumérisme) en dénonçant notamment les "4 cavaliers de l'apocalypse" écologique que sont la voiture, la surconsommation, la viande et l'avion.

Jusqu'aux années 1980, il y avait cette idée très giscardienne des deux Français sur trois qui partagent les mêmes valeurs et les mêmes objectifs au sein d'une immense classe moyenne. À l'évidence, ce n'est plus le cas. Une partie des Français n'est, en effet, plus en mesure de suivre suite à plusieurs évolutions structurelles: mutation de l'économie liée à la désindustrialisation, à la mondialisation ou à l'ubérisation conduisant à un chômage de masse, à une précarité et à une insécurité économique et sociale, net accroissement du coût du logement et plus largement des dépenses dites "contraintes", etc. Une autre partie notable de Français n'adhère plus à cet idéal, qu'ils aient ou pas les moyens de l'atteindre. Finalement, seule une minorité désormais semble vivre encore ce rêve français.

Le malaise français semble donc résider à la fois dans la frustration d'une partie notable de la population et dans le fait que les différentes "îles" de l'archipel français n'aspirent plus aux mêmes objectifs. Comment recréer une communauté d'objectifs et de valeurs? Et sur quelle base? Voilà sans doute le plus grand défi pour la société française dans la décennie à venir.